Document generated on 06/01/2025 3:35 a.m.

Études internationales

Adda, Jacques, Smouths, Marie-Claude. *La France face au Sud : Le miroir brisé*. Paris, Éditions Karthala, 1989, 368 p.

Michel Houndjahoué

Volume 21, Number 3, 1990

URI: https://id.erudit.org/iderudit/702727ar
DOI: https://doi.org/10.7202/702727ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Houndjahoué, M. (1990). Review of [Adda, Jacques, Smouths, Marie-Claude. *La France face au Sud : Le miroir brisé*. Paris, Éditions Karthala, 1989, 368 p.] *Études internationales*, *21*(3), 645–647. https://doi.org/10.7202/702727ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Galilée » jusqu'à Beyrouth, la déportation de milliers de Libanais vers les camps de concentration en Israël, la mort de plusieurs prisonniers sous la torture, la responsabilité d'Israël dans les massacres de Sabra et de Shatila ont porté un dur coup à l'image du gouvernement israélien aux yeux du public canadien qui n'a que faire des subtilités rhétoriques des inconditionnels du sionisme.

L'*intifada* fait l'objet d'une analyse par David Goldberg et David Taras qui s'attardent sur l'étude des réactions canadiennes. Leur article fait le point sur l'élaboration de la politique gouvernementale, en particulier, les différentes visions formulées par Mulroney et Clark. Il y est question des réactions de la communauté juive au traitement israélien du soulèvement, de la couverture médiatique et du discours de Clark où il condamne la politique israélienne.

Une discussion entre deux experts de la politique canadienne au Moyen-Orient clôt le livre. Elle met groupes, institutions et événements dans un contexte plus large et fait état du triomphe de la continuité. Abella met l'accent sur l'engagement moral du Canada pour la survie d'Israël et soutient que cet appui ne doit pas être ébranlé. L'objectif déclaré du livre est de sensibiliser le lecteur aux enjeux que les Canadiens ont dans le conflit du Moyen-Orient et, au besoin, d'agir en vue d'influer sur la position politique que le Canada projette d'exercer. Pour atteindre ce but, les auteurs ne s'offusquent pas d'occulter certains faits historiques, voire de faire montre d'une certaine arrogance qui risque de déplaire aux Canadiens.

A. MOUSSALLY

Département d'études littéraires
Collège militaire royal de Saint-Jean, Québec

FRANCE

ADDA, Jacques, SMOUTHS, Marie-Claude. *La France face au Sud: Le miroir brisé*. Paris, Éditions Karthala, 1989, 368p.

Les travaux sur les relations Nord-Sud sont de plus en plus nombreux. Il est vrai que certains d'entre eux ont peu de mérite parce que n'offrant rien de nouveau sur l'essentiel du débat. Au nombre de ceux qui ont fait preuve d'honnêteté intellectuelle et de rigueur d'analyse figure sans aucun doute *La France face au Sud: Le miroir brisé*, de Jacques Adda et Marie-Claude Smouts.

Dès la première page, les fondements des relations Nord-Sud sont résumés en une phrase: « Le travail et les rêves, la souffrance et le profit, la compassion et le cynisme, les coups médiatiques et le dévouement obscur: le Nord-Sud, c'est aussi cela ». C'est là l'essentiel à partir duquel les deux auteurs analysent la place et le rôle de la France face au Sud.

Le Sud est d'abord pour la France « le lieu où l'on exprime les deux axiomes au coeur de l'imaginaire national: la France est une grande puissance mondiale parce que son message est universel; la France est une puissance politique parce qu'elle est présente partout dans le monde », (p. 8). C'est comme un désir continuel de chercher un espace où la France peut projeter sa grandeur et cette quête est partagée par l'ensemble de la classe politique; et c'est pourquoi, selon les deux auteurs, elle se targue d'être le pays qui a le mieux compris les revendications du Tiers monde.

Pour la France, le Sud est un champ d'action privilégié. Ainsi grâce à l'aide et à la coopération, Paris a pu transformer un espace de souveraineté en zone d'influence.

C'est ce que les auteurs expliquent dans la première partie (pp. 27-102) où sont abordées entre autres, l'aide bilatérale, l'aide multilatérale, la zone franc; thèmes très bien illustrés par des tableaux, des références et des citations appropriées. Ainsi par exemple, divers propos des hommes politiques indiquent bien l'évolution de la pensée politique de l'aide bilatérale de la France à l'aide multilatérale sans que le lecteur ait l'impression d'être dans du déjà dit. Le chapitre sur la zone franc, ou zone de pauvreté, analyse également très bien l'ensemble des questionnements qu'on ne cesse de se poser.

Dans la deuxième partie, Jacques Adda et Marie-Claude Smouts passent en revue certains aspects conflictuels et contradictoires des relations Nord-Sud. Parmi les éléments qui retiennent ici l'attention figure notamment le rôle d'interlocuteur privilégié que la France tente de se donner dans ce contexte. Mais, comme ils le soulignent si bien, « Qu'il s'agisse de la monnaie ou du commerce, de la technologie ou de la capacité industrielle, le poids des États-Unis, de l'Allemagne et du Japon est nettement supérieur au sien. Ces États ont une faculté d'empêcher plus grande que sa force de proposition », (p. 143). Ce rôle de conciliation s'exerce dans d'étroites limites dans la mesure où les intérêts de la France sont plus souvent en accord avec ceux des pays industrialisés qu'avec ceux du Tiers monde.

On aborde également dans cette partie l'ensemble des questions que l'on se pose sur le rôle et l'impact du financement public et privé sur l'économie des pays du Sud et ceux du Nord, en particulier le cas de la France. Les chiffres à cet égard sont très significatifs et traduisent davantage des flux financiers orientés vers d'autres objectifs plutôt qu'un développement réel des pays du Sud. Ainsi par exemple, entre autres déséquilibres, on constate que: « Sur les 440 milliards de dollars d'apports nets en capitaux, hors aide publique au développement, mais y compris investissements étrangers directs, reçus par les PED, entre 1973 et 1980, près de 200 ont servi à financer les intérêts de la dette extérieure et les transferts de profits et dividendes sur les investissements étrangers », (p. 157). À cet égard, le tableau 20, p. 197, illustrant la part de la France dans les créances bancaires à long terme sur le Sud indique bien les contraintes entre la réalité et le discours du gouvernement français face au Sud.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, les auteurs analysent surtout les jalons de la nouvelle politique Nord-Sud, pp. 225-330. On y aborde entre autres notamment l'importance et les limites de l'aide en Afrique, le développement extraverti et l'urgence de régler la question des dettes. Sur ce dernier point, on lit notamment: « le desserrement de la contrainte financière constitue aujourd'hui l'impératif majeur de toute politique visant à restaurer les conditions d'un développement équilibré dans le Tiers monde. Cela passe par des initiatives novatrices dans la gestion de la crise de la dette, une révision fondamentale du contenu de la conditionnalité et une attitude plus ouverte dans les négociations internationales ». Il convient de mentionner ici que le plan Baker jugé dans certains milieux comme très innovateurs n'a eu jusqu'à présent que des résultats médiocres dans l'ensemble.

Même si en réalité il n'y a rien de très nouveau dans cette dernière partie, il ne fait cependant aucun doute que c'est très bien dit, avec des mots justes et des exemples qui suscitent l'intérêt du lecteur. Ce qui retient surtout l'attention et c'est là la grande qualité de l'ouvrage, c'est que l'on perçoit très bien la singularité du rôle de la France en Afrique en étant « la seule à entretenir une zone d'influence au mépris

de ses intérêts financiers globaux, à travers une relation étroite et coûteuse avec l'Afrique dont la finalité première est de maintenir son rang sur la scène mondiale », (p. 331). C'est un constat qui brise des mythes aussi bien au Nord qu'au Sud. La France a-t-elle encore les moyens de persister dans cette voie?

Michel HOUNDJAHOUÉ

GERFI, Montréal
ENA, Cotonou.

ASSIDON, Elsa. *Le commerce captif. Les sociétés commerciales françaises de l'Afrique noire.* Paris, Éditions L'Harmattan, Coll., « Bibliothèque du Développement », 1989, 191p.

Ce livre – une version remaniée et actualisée d'une thèse de 3ème cycle soutenue en 1984 – présente une facette relativement peu abordée de « l'héritage colonial » en Afrique noire: ce que l'on a appelé les comptoirs commerciaux et qui continuent à subsister sans qu'on ne puisse les considérer comme une branche mineure des multinationales contemporaines.

La Société Commerciale de l'Ouest Africain (SCOA), la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (CFAO) et Optorg – les trois sociétés françaises implantées en Afrique noire qu'étudie Assidon – pratiquaient, à l'époque coloniale, ce que l'on appelait « le commerce de traite », soit l'exportation de produits africains et l'importation de marchandises européennes. Elles sont aujourd'hui souvent regardées comme une survivance archaïque. Archaïsme facilement associé au sous-développement des économies africaines mais aussi aux insuffisances du système productif français. Assidon s'emploie – objet oblige – à dépasser cette thèse.

Après un premier chapitre consacré à la période 1848-1939 au cours de laquelle les sociétés commerciales étudiées jouent un rôle de vecteur dans l'intégration des pays de l'« Afrique Occidentale Française » et même de pays limitrophes de la zone anglaise dans la division internationale du travail, l'auteure s'attache dans les chapitres deux et trois à décrire l'activité commerciale de ces sociétés, leur mode de fonctionnement et le type de marché qui s'est développé avec le commerce de la traite. Celui-ci introduit un mode de monétarisation particulier, à la frontière de l'économie de troc et de l'économie monétaire: « tout au long du cycle monétaire, la monnaie sert d'étalon de valeur, mais l'existence d'un système de crédit privé limite sa fonction de transaction », (p. 44). C'est dans « la métropole » que la monnaie joue comme capital. Ce type d'échange détermine, sur les marchés, les conditions de la formation des prix et des profits; celles-ci ne sont donc pas imputables à la théorie du monopole. La notion de « commerce captif » vise ici à traduire les particularités imprimées au marché par la traite commerciale.

En se penchant sur l'histoire de ce commerce captif, Assidon propose une coupure qu'elle ne date pas des indépendances politiques mais de 1945. Dès ce moment s'amorce le désengagement des sociétés commerciales de l'exportation des produits africains; dès lors, la reproduction du commerce captif repose moins sur les échanges eux-mêmes que sur la stratégie de ces sociétés. Ces trois chapitres constituent la première partie de l'ouvrage dans laquelle Assidon est surtout préoccupée d'examiner les modalités de la domination commerciale sur la structuration des marchés dans les économies de l'Ouest africain. Elle s'attache moins à en dégager l'ampleur.

La deuxième partie constitue le cadre d'une analyse de la période post-coloniale,